



04

**MARCHÉ
DU TRAVAIL**



Si l'emploi poursuit un ralentissement en zone euro, la dynamique s'est en revanche sensiblement renforcée au Luxembourg depuis l'été dernier. Malgré cela, le taux de chômage au Grand-Duché a continué à augmenter et a dépassé, au début de 2026, celui de la zone euro – une première historique. Cette hausse s'explique notamment par une progression plus soutenue de la population active, mais aussi du fait d'une part croissante des créations d'emplois occupés par des travailleurs frontaliers.

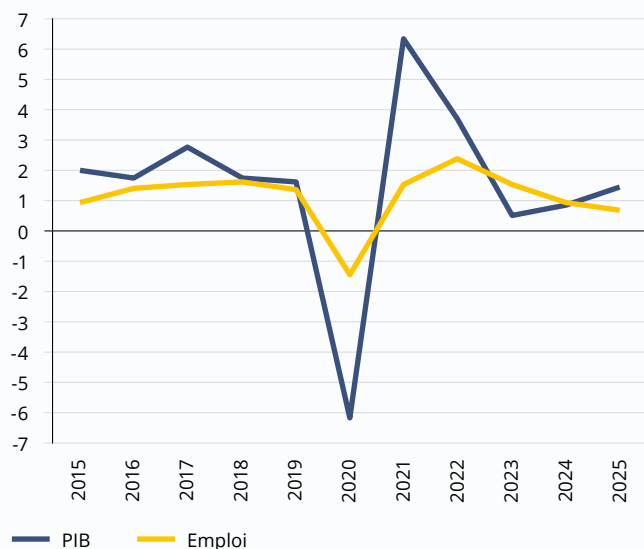
Le rebond de l'emploi frontalier reflète la reprise de l'emploi dans le secteur marchand non financier, significativement pénalisé ces dernières années par la crise dans la construction. Si la progression des effectifs totaux reposait depuis 2024 principalement sur les activités non marchandes (à hauteur de trois quarts en 2025), c'est le secteur marchand qui serait le principal créateur d'emplois sur l'horizon de prévision : dans le scénario central, son rebond porterait la croissance des effectifs à +1.7% cette année et +1.9% en 2027 (après +1.2% en 2025). Parallèlement, le taux de chômage reculerait légèrement vers 6.2% en moyenne en 2027 (contre 6.3% en mars 2026).

Une guerre prolongée en Iran étoufferait la reprise conjoncturelle : dans ce scénario, l'emploi freinerait à nouveau cette année (+0.7%) avec à la clé une hausse du chômage vers 6.7% en 2027. À l'inverse, une adoption encore plus rapide de l'IA améliorerait les perspectives du marché du travail. Dans ce scénario, l'impact positif sur la croissance économique l'emporterait sur la réduction potentielle des besoins en main-d'œuvre.

Graphique 4.1

L'emploi en zone euro freine, malgré le redressement de l'activité

Variation en %

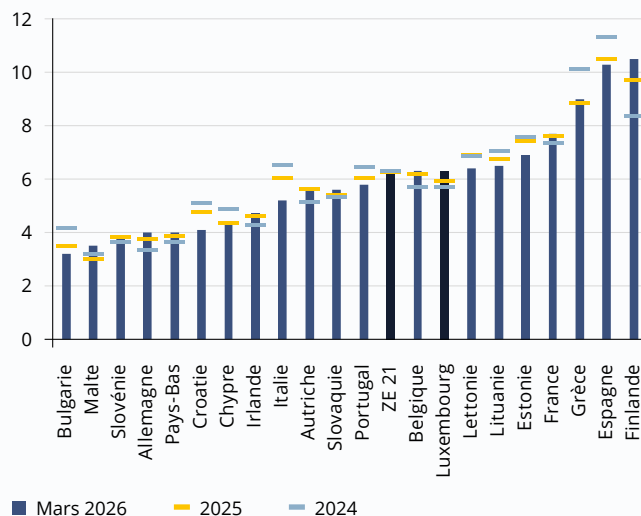


Source : Eurostat

Graphique 4.2

Évolutions contrastées du chômage en zone euro

En % de la population active



* Taux de chômage ADEM pour le Luxembourg

Sources : Eurostat, ADEM, STATEC

1 Seuls le Portugal, l'Italie et la Croatie ont enregistré une hausse globale des effectifs en dépit d'une part d'emplois industriels supérieure à la moyenne européenne (14%).

Zone euro : le chômage baisse malgré des créations d'emplois au ralenti

L'an dernier, la progression de l'emploi en zone euro a encore ralenti, à +0.7% après +1.3% en 2024. Il s'agit de la 3^e année consécutive de freinage, alors même qu'un certain regain d'élan s'observe du côté du PIB depuis 2024, impliquant une légère hausse de la productivité par tête. La demande de travail ne montre pas encore de signe de reprise, les postes vacants restant fin 2025 en recul dans la majorité des pays de la zone euro par rapport à 2024.

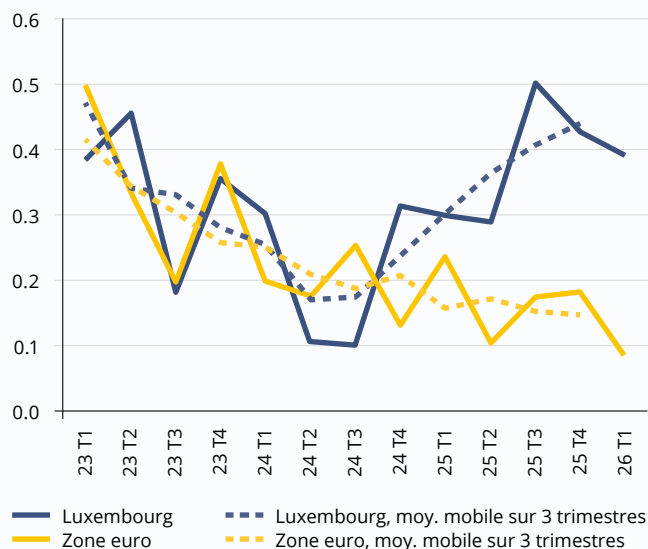
En 2025, l'évolution des effectifs s'est échelonnée entre une baisse de 0.5% en Estonie et en Finlande, contre une hausse de 3.9% à Malte (+1.2% au Luxembourg). L'emploi dans l'industrie s'est affiché en retrait dans la zone euro (-0.4% en 2025, après +0.3% en 2024), ce qui pénalise les économies à fort tissu industriel : un recul des effectifs totaux est ainsi enregistré dans les trois pays baltes, en Finlande, en Slovaquie et en Slovaquie alors que l'emploi a stagné en Allemagne et en Autriche¹. À côté de l'industrie, « l'information et la communication » (-0.1%, après +2.0% en 2024) et la branche regroupant « commerce, transports et Horeca » (+0.7%, après +1.0%) ont le plus contribué au freinage de l'emploi en zone euro. En revanche, les services aux entreprises (+0.9%, après +0.7%) et les activités immobilières (+2.2%, après -0.6%) ont enregistré des créations d'emplois plus importantes qu'en 2024.

En dépit du ralentissement, la progression de l'emploi a continué de dépasser celle de la population active, dont la croissance tendancielle s'essouffle sous l'effet du vieillissement démographique. Cette dynamique a permis de stabiliser le taux de chômage de la zone euro à 6.3% en 2025. En janvier 2026, il a même reculé à 6.1%, atteignant un nouveau point bas historique. L'Espagne, à nouveau principal moteur de la création d'emplois dans la zone euro l'an dernier, est passée pour la première fois depuis 2008 sous le seuil des 10%. Les évolutions demeurent, néanmoins, très contrastées entre pays : le chômage s'est inscrit en baisse dans près de la moitié des États membres, notamment en Europe du Sud. En 2025, la diminution cumulée de 300 000 chômeurs observée en Espagne et en Italie a été entièrement compensée par l'augmentation en Allemagne et en France.

Graphique 4.3

L'emploi a nettement accéléré au Luxembourg depuis 2024...

Variation trimestrielle, en %

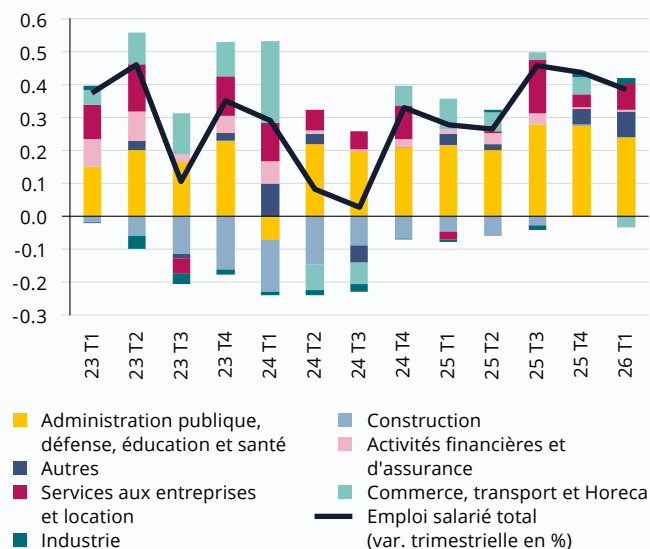


Sources : Eurostat, IGSS, STATEC (données désaisonnalisées)

Graphique 4.4

... sous l'effet d'une hausse persistante de l'emploi non marchand

Contributions à la variation trimestrielle, en points de %



Sources : IGSS, STATEC (données désaisonnalisées)

Renforcement de la dynamique de l'emploi au Luxembourg

Contrairement à ce qui s'observe en zone euro, l'emploi au Luxembourg tend à accélérer depuis la fin de 2024 (cf. graphique 4.3). Comme pour l'activité, le redressement ne permet pas pour autant de renouer avec les taux observés sur les décennies antérieures (0.7% de progression trimestrielle de l'emploi en moyenne de 2010 à 2019 ; 0.4% sur les deux derniers trimestres). L'embellie s'explique notamment par l'essoufflement de la baisse des effectifs dans la construction et une accélération du côté des activités à caractère non marchand (cf. graphique 4.4).

L'emploi public demeure le principal moteur de croissance

L'an dernier, les services non marchands (**administration publique, défense, éducation et santé**) ont représenté près de 75% des créations nettes d'emplois au Luxembourg² (la santé et l'action sociale en comptabilisant à elles seules 35%). Cette part s'établissait en moyenne autour de 50% sur la période 2019-2024, en nette hausse par rapport à la décennie des années 2010, où elle dépassait à peine un quart³. Cette augmentation reflète à la fois une faible dynamique dans le secteur privé et une accélération dans les activités non marchandes.

Dans l'administration publique, la croissance de l'emploi est restée soutenue en 2025 avec +4.2%, un rythme nettement supérieur à celui observé sur la dernière décennie (+2.6%). Des accélérations ont également été enregistrées dans l'éducation (+4.0%, après +2.9% en 2024 et une moyenne proche de +3% sur 2010-2019) ainsi que dans la santé (+3.6%, après +2.2% en 2024), même si ce rythme demeure inférieur aux hausses proches de +5% observées au cours de la période 2010-2019. Pour ces trois sous-branches, la progression a été particulièrement marquée au cours de la seconde moitié de l'année écoulée, ce qui devrait mécaniquement soutenir une croissance encore dynamique cette année (effet d'acquis), même si l'élan s'est légèrement modéré à l'entrée de 2026. La hausse des postes vacants dans la santé (+16% entre le 3^e trimestre 2025 et le 1^{er} trimestre 2026) ainsi que la remontée graduelle des heures prestées par les intérimaires depuis le printemps 2025⁴ plaident également pour une poursuite des recrutements, sous condition que les profils recherchés soient disponibles⁵.

² Contre 45% dans la zone euro.

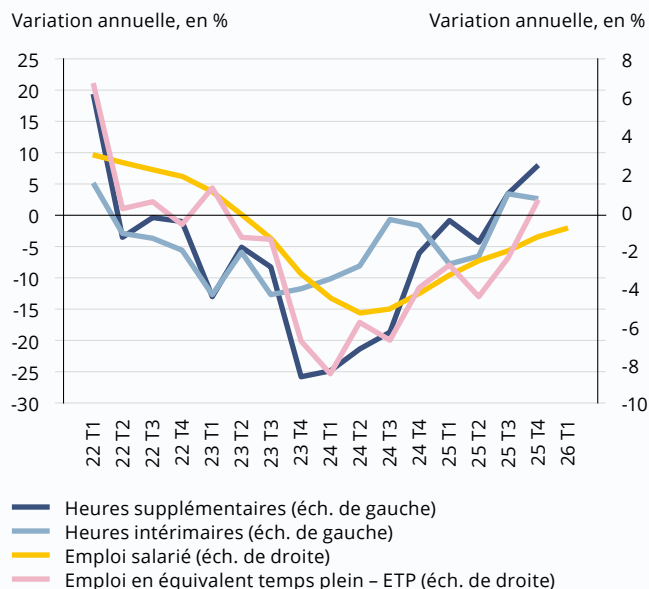
³ La part de l'emploi de ces services non marchands dans l'emploi total a ainsi augmenté de près de 3 points de % entre 2019 et 2025. Avec 23.6% en 2025, cette part reste tout de même inférieure à la moyenne de la zone euro (25.1%).

⁴ +43% entre le 1^{er} et le 4^e trimestre 2025, signalant un besoin accru de main-d'œuvre. À noter que le recours au travail intérimaire reste marginal dans la santé (0.2% des heures totales ouvrées sur la fin de 2025, par rapport à près de 6% dans la construction et 4% dans l'industrie).

⁵ Cf. Étude 7.2 : « Emploi et salaires dans les métiers en pénurie » dans cette Note de conjoncture.

Graphique 4.5

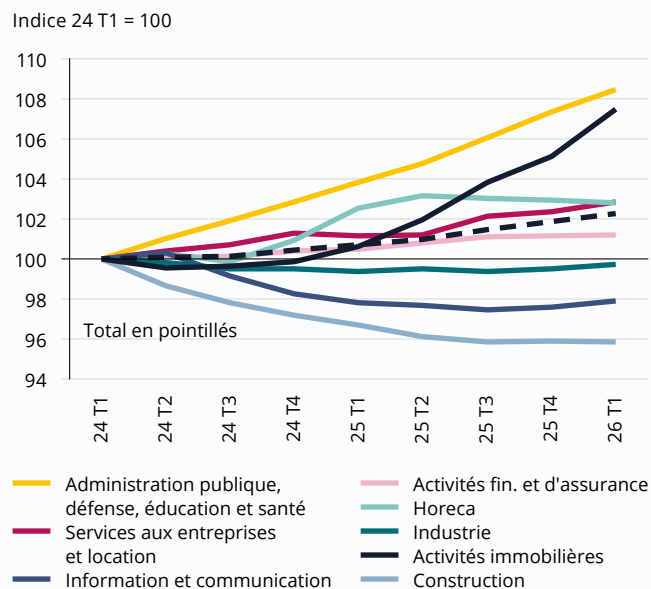
Des signaux plus positifs pour l'emploi dans la construction



Sources : IGSS, STATEC

Graphique 4.6

Dans plusieurs branches, la dynamique de l'emploi salarié s'est améliorée sur les derniers trimestres



Sources : IGSS, STATEC (données désaisonnalisées)

Fin de l'hémorragie dans la construction ?

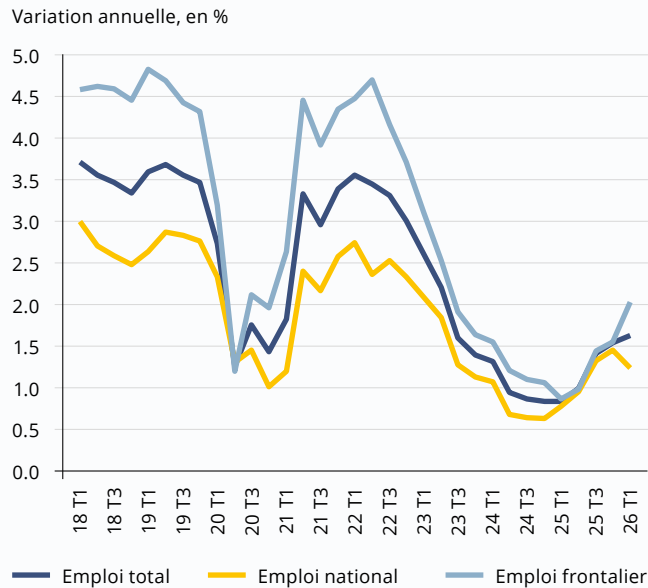
Après une baisse de 4 500 salariés entre la fin de 2022 et le 3^e trimestre 2025 (soit près de -9%), les effectifs de la **construction** se stabilisent. Plusieurs indicateurs, pouvant être considérés comme précurseurs, suggèrent une poursuite de l'amélioration. Les heures travaillées par les intérimaires (dont l'évolution est fortement corrélée avec celle de l'emploi avec une avance de 3 trimestres) affichent pour la première fois depuis 3 ans une hausse au 3^e trimestre 2025. De plus, les heures supplémentaires prestées dans la construction affichaient des augmentations de respectivement 3.5% et 8.1% sur un an aux 3^e et 4^e trimestres 2025. Cette évolution positive, qui s'est poursuivie en janvier 2026, devrait se traduire à terme par des hausses d'effectifs. Plus généralement, l'emploi en équivalent temps plein (ETP) de la construction, qui ajuste les heures par le nombre d'heures ouvrables, a progressé de 0.6% sur un an (+0.4% hors heures supplémentaires) au 4^e trimestre 2025. Par ailleurs, les perspectives d'emploi renseignées par les entreprises de la construction dans les enquêtes de conjoncture ont également augmenté depuis le début de 2025 et se situent au début du printemps 2026 un peu au-dessus de leur moyenne de long terme (cf. chapitre 2).

À l'instar de la construction, l'emploi dans les **activités immobilières** a également été pénalisé ces dernières années par la hausse des taux d'intérêt. En 2024, il restait inférieur à son niveau de 2021, alors que la croissance annuelle avoisinait 6% sur la période 2010-2019. L'accélération récemment observée est néanmoins notable (+4.2% sur un an au 4^e trimestre 2025, cf. graphique 4.6), même si son impact sur le total reste limité compte tenu de la taille modeste des effectifs de cette branche.

Outre les services non marchands et la construction, un certain redressement dans les « **services aux entreprises et location** » (reflétant principalement le rebond du travail intérimaire) et la branche « **information et communication** » contribuent de manière sensible à l'embellie sur le marché du travail depuis la seconde moitié de 2025. Concernant les technologies de l'information et de la communication (TIC), les effectifs ont légèrement remonté, mais cela ne compense pas les pertes du 1^{er} semestre (-1.7% sur l'ensemble de 2025, première baisse enregistrée depuis 2003).

Graphique 4.7

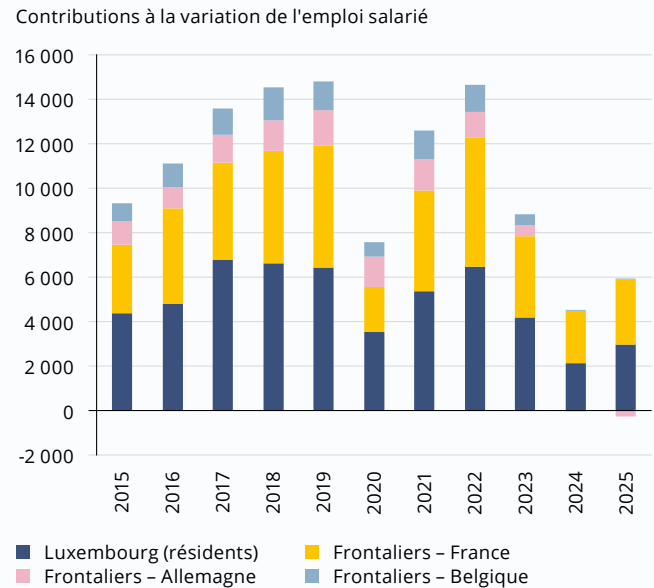
L'emploi frontalier s'affiche à nouveau plus dynamique sur le début de 2026



Sources : IGSS, STATEC

Graphique 4.8

Le Luxembourg n'attire plus les frontaliers belges et allemands



Sources : IGSS, STATEC

L'emploi dans le secteur financier a encore ralenti

En revanche, un léger effet de freinage par rapport au début de 2025 provient de l'**Horeca**, des « **autres activités des services** » (qui comprennent entre autres les coiffeurs) ainsi que des **activités financières et d'assurance**. L'emploi y a ralenti pour la 3^e année consécutive et n'affiche plus qu'une croissance de 0.7% en 2025 (après +3.5% encore en 2022)⁶, soit le résultat le plus maigre depuis la crise économique et financière (hormis les +0.5% en 2020). Un redressement des offres d'emploi déclarées à l'ADEM depuis le 3^e trimestre laisse cependant espérer une fin de la décrue (à moins que les incertitudes liées à la dégradation du contexte géopolitique viennent contrecarrer cette lueur).

Alors que les pertes d'emplois dans l'**industrie** ont sensiblement plombé le bilan en zone euro l'an dernier (cf. ci-avant), elles étaient moins nombreuses au Luxembourg qu'en 2024 (-0.2%, après -0.8%)⁷. Les effectifs ont légèrement progressé sur la fin de 2025 et le début de 2026 et les heures travaillées par les intérimaires dans l'industrie ont augmenté de 5% au 3^e trimestre 2025. Des signaux moins favorables, tirés des perspectives d'embauche de l'enquête de conjoncture, émergent malgré tout ; celles-ci sont tombées en avril à un plus bas depuis la fin de 2023 (la décrue ayant déjà commencé avant l'éclatement de la guerre en Iran).

Rebond de l'emploi frontalier

À l'entrée de 2026, la progression de l'emploi frontalier (+2.0% sur un an au 1^{er} trimestre, cf. graphique 4.7) dépasse à nouveau celle de l'emploi national (+1.2%), témoignant d'une certaine reprise conjoncturelle. Sur les 4 000 frontaliers additionnels recensés en janvier (par rapport à janvier 2025), plus de 1 000 ont été embauchés dans la santé et dans les « services administratifs et de soutien » (intérimaires principalement) et environ 500 dans les administrations publiques (dont près de 200 Luxembourgeois)⁸. Les services à dominante non marchande participent ainsi également à la reprise des frontaliers. Par le passé, l'emploi frontalier était le premier à ralentir lors d'un creux conjoncturel et sa réaction était aussi plus forte que celle de l'emploi national, l'emploi public protégeant une part importante de résidents contre les aléas conjoncturels. Les déménagements d'anciens résidents dans les régions frontalières pourraient transformer cette dynamique sous-jacente.

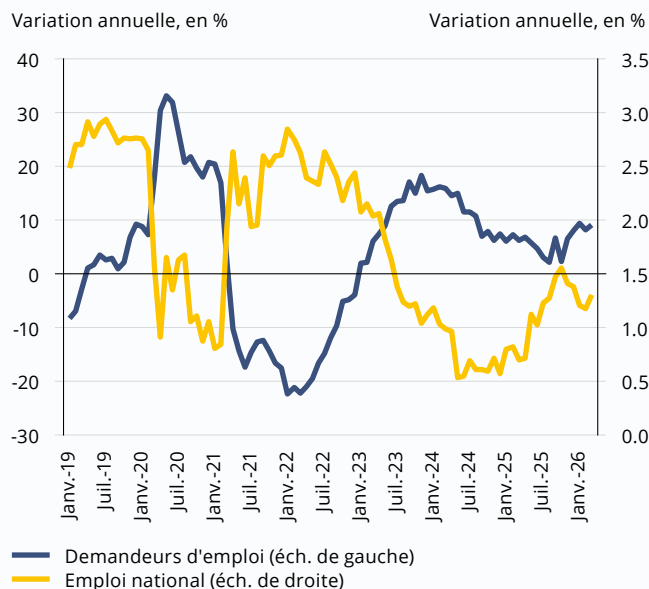
⁶ Le freinage est surtout imputable aux activités auxiliaires et à la gestion de fonds dont le nombre de salariés n'a plus augmenté en 2025, à comparer à des progressions moyennes de 7 et 8% sur la période 2013-2023. En revanche, la croissance a été soutenue en 2025 dans les assurances (+4.1%) et les Soparfis (+5.7%), même si ces sous-branches représentent un poids nettement inférieur à celui des segments précités.

⁷ Compte tenu du poids réduit de l'industrie dans l'emploi total (7%, contre environ 14% en moyenne dans la zone euro), l'impact a été très limité.

⁸ Près de 2 600 Luxembourgeois travaillant dans les administrations publiques résident dans les pays limitrophes, un phénomène qui s'est fortement développé depuis le début de la crise du Covid (doublement du nombre par rapport à 2019).

Graphique 4.9

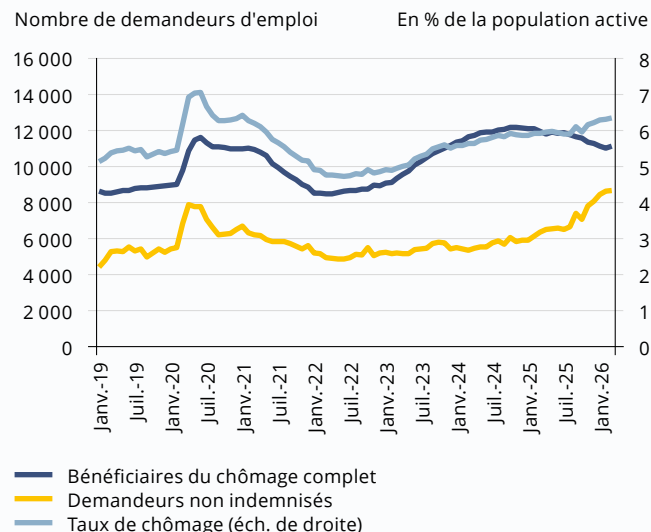
Hausse marquée du chômage sur les derniers mois, léger fléchissement de l'emploi résident



Sources : ADEM, STATEC

Graphique 4.10

Envolée du chômage non indemnisé



Note : Ce graphique concerne les demandeurs d'emploi résidents, les non-résidents n'étant pas considérés pour le calcul du taux de chômage. Sources : ADEM (données provisoires), STATEC (données désaisonnalisées)

9 Un léger redressement s'observe du côté belge sur les derniers mois (+0.9%, soit +430 salariés sur un an en janvier), mais cela ne traduit pas un regain d'attractivité pour les Belges : parmi les frontaliers venant de Belgique, le nombre de Belges s'est tout juste stabilisé sur un an, alors que les Luxembourgeois et les Portugais sont notamment à l'origine de la hausse (cf. Conjoncture Flash 4-2026).

10 La hausse des chiffres coïncide avec des changements majeurs dans les systèmes informatiques de l'ADEM effectués en novembre 2025, ce qui soulève des interrogations quant à sa nature : réalité économique ou effet statistique ? À noter que la hausse des inscriptions des non-résidents ne devrait pas être en lien avec la réforme du système d'assurance-chômage pour les travailleurs frontaliers au niveau européen voté le 29 avril au Parlement européen.

11 De 72.4% en T2 2025 à 72.6% en T1 2026 (données désaisonnalisées). Ces taux sont obtenus en prenant la somme de l'emploi national et des demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM, divisée par une approximation trimestrielle de la population en âge de travailler.

L'an dernier, les créations nettes de postes ont été partagées de manière presque équilibrée entre les résidents et les frontaliers français (cf. graphique 4.8). Depuis deux ans, la hausse du nombre de frontaliers repose quasi exclusivement sur ceux résidant en France⁹.

Nette remontée du chômage au Luxembourg

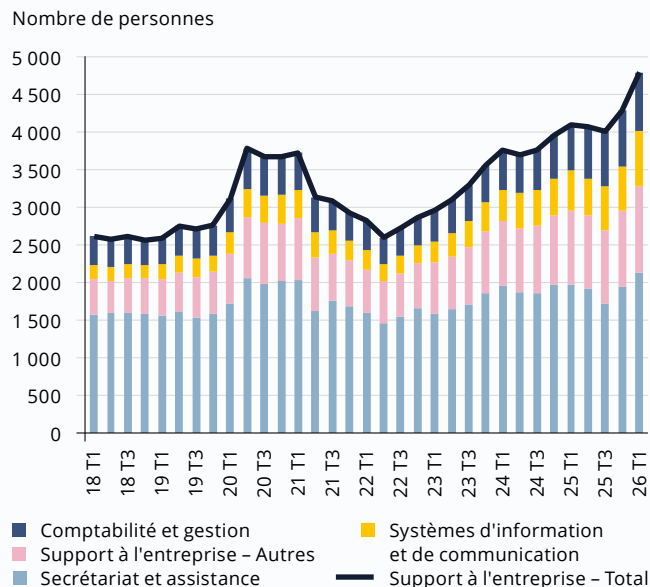
Alors que le chômage montrait un certain tassement à l'été 2025 vers 5.9% de la population active, il a repris une trajectoire nettement ascendante depuis et se hisse à 6.3% en mars 2026. Depuis le début de l'année, il dépasse ainsi le taux de chômage de la zone euro (cf. graphique 4.2), une première historique. Cette dégradation contraste avec l'accélération de l'emploi observée sur cette période, même si la faiblesse relative de l'emploi national (au 1^{er} trimestre, 75% des emplois nets créés étaient pourvus par des frontaliers) pourrait constituer un élément d'explication.

De manière assez exceptionnelle, l'ADEM est confrontée à une forte hausse des inscriptions de demandeurs d'emploi non indemnisés, aussi bien des résidents (+2 300 sur un an en mars, soit +36%) que des non-résidents (+46%)¹⁰. Côté résidents, c'est cette remontée qui est à l'origine de la hausse du taux de chômage, le nombre de chômeurs indemnisés poursuivant son repli (-770, soit -7% sur un an, cf. graphique 4.10). La hausse du taux d'activité¹¹ sur la 2^e moitié de l'année écoulée suggère que l'augmentation du chômage s'explique par l'inscription à l'ADEM de personnes auparavant inactives.

Sur les 1 600 chômeurs additionnels recensés en mars sur un an (+8%), l'ADEM dénombre près de 700 personnes de nationalité luxembourgeoise (+11%) et près de 600 ressortissants de pays tiers (hors UE, +13%). Accentuant une tendance déjà relevée sur les dernières années, il s'agit principalement de diplômés de l'enseignement supérieur (+1 000, +17%). En termes de métiers, ce sont ceux du support à l'entreprise qui ressortent (+17% sur un an), contribuant de près de moitié à la hausse du chômage : +240 demandeurs d'emploi pour « secrétariat et assistance » (+12%), +200 pour « systèmes d'information et de télécommunication » (+37%) et +130 pour « comptabilité et gestion » (+18%, cf. graphique 4.11).

Graphique 4.11

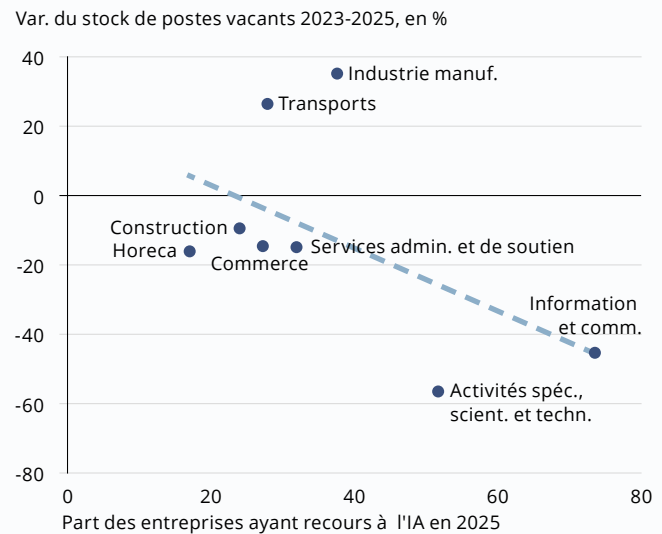
Hausse marquée des demandeurs d'emploi dans les métiers du support à l'entreprise



Sources : ADEM, STATEC

Graphique 4.12

Fort recul des postes vacants dans les branches ayant le plus recours à l'IA



Note : Les activités financières et d'assurance ne relèvent pas du champ de l'enquête sur l'utilisation de l'IA (-13% de postes vacants entre 2023 et 2025).

Sources : ADEM, STATEC

Un lien possible entre l'IA et la hausse du chômage dans certains métiers

Si d'autres facteurs devraient également jouer¹², un recours accru à l'intelligence artificielle pourrait renforcer cette tendance, ces métiers paraissant relativement exposés. L'étude sur l'impact potentiel de l'IA sur le marché du travail au Luxembourg¹³ avait notamment relevé un risque de remplacement élevé pour les métiers du soutien administratif. Selon cette étude, les salariés des branches « information et communication » et des « activités spécialisées, scientifiques et techniques » sont également fortement exposés, mais sans pour autant être menacés d'un remplacement par l'IA (emplois classés majoritairement comme augmentables, signifiant que l'IA y assiste les salariés dans l'exécution des tâches).

Or, deux éléments pourraient effectivement venir nuancer cette évaluation : (1) le développement rapide des capacités de l'IA impliquant que davantage de tâches pourraient devenir automatisables, et (2) l'absence de prise en compte de l'effet d'échelle. Comme mentionné dans les limites de l'étude, les salariés des grandes entreprises sont plus susceptibles d'être remplacés (même pour des métiers a priori non automatisables), le même travail pouvant être exécuté par moins de travailleurs (engendrant une augmentation de la productivité).

Dans les TIC, la branche avec le plus fort recours à l'IA (73% des entreprises au Luxembourg en 2025), les effectifs étaient en retrait cette année aussi bien au Luxembourg qu'en zone euro (cf. ci-avant). Pour cette branche, une relation négative entre le degré d'utilisation de l'IA et l'évolution de l'emploi dans les différents pays européens a également été mise en évidence par Oxford Economics¹⁴. Au Luxembourg, les vacances de postes ont, en outre, chuté de 45% entre 2023 et 2025 (cf. graphique 4.12).

Quant aux activités spécialisées, scientifiques et techniques, où 52% des entreprises au Luxembourg indiquaient utiliser l'IA en 2025, l'effondrement des offres d'emploi a été encore plus marqué : -56% entre 2023 et 2025. Cette branche inclut notamment les activités juridiques et comptables, mais également les activités de sièges sociaux avec plusieurs unités d'Amazon. Le géant du commerce en ligne a annoncé 370 suppressions de postes au Luxembourg (après février) en lien, en partie, avec le déploiement de l'IA¹⁵.

¹² Comme relevé dans la précédente Note de conjoncture et se référant à une analyse de l'ADEM, les entreprises de l'informatique auraient tendance à délocaliser les activités qui peuvent se faire à distance (cf. « Zoom sur les évolutions et tendances récentes dans le domaine de l'informatique », juin 2025).

¹³ Cf. Note de conjoncture 2-2025.

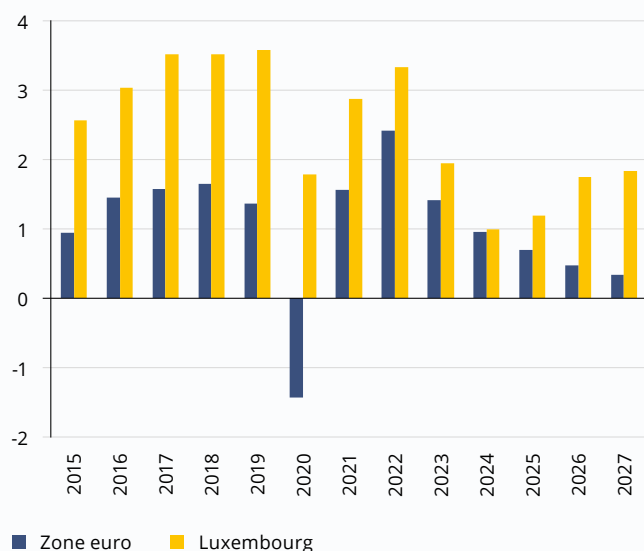
¹⁴ Cf. Oxford Economics (Feb. 2026). "Early labour market signals don't herald AI macro shift". Research Brief.

¹⁵ Cf. <https://www.virgule.lu/luxembourg/le-luxembourg-epargne-par-la-seconde-vague-de-suppressions-demplois-chez-amazon/127123770.html>

Graphique 4.13

L'emploi accélérerait au Luxembourg, alors qu'il continuerait à ralentir en zone euro

Variation annuelle, en %

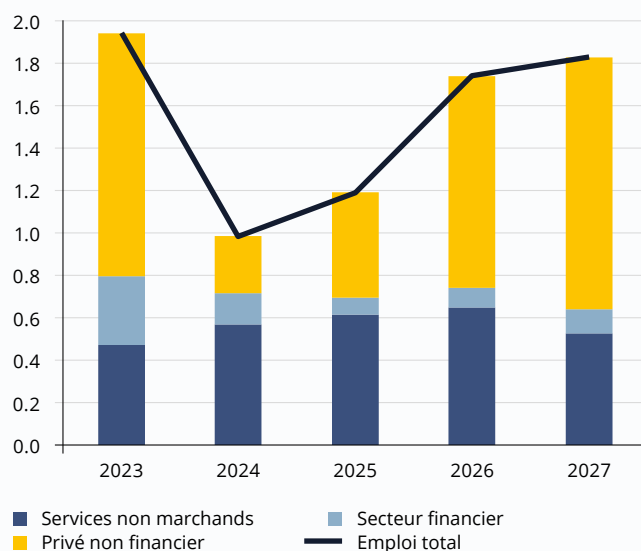


Sources : STATEC, Oxford Economics (2026-27 : prévisions)

Graphique 4.14

Le secteur privé non financier contribuerait le plus à la croissance de l'emploi sur l'horizon de prévision

Contributions à la variation, en points de %



Source : STATEC (2026-27 : prévisions)

Prévisions : freinage de l'emploi en zone euro, accélération au Luxembourg

Sur l'horizon de prévision, la progression de l'emploi devrait poursuivre son redressement au Luxembourg, passant de 1.2% en 2025 à +1.7% et +1.9% en 2026-27 dans le scénario central, donc en l'absence d'un blocage prolongé du détroit d'Ormuz. Le ralentissement continuerait en revanche en zone euro (+0.5 et +0.3% en 2026-27, après +0.7% en 2025, selon Oxford Economics). Ces trajectoires divergentes s'inscrivent dans la continuité des tendances relevées sur les derniers trimestres (cf. ci-avant) et reflètent les dynamiques anticipées sur l'activité et la démographie.

Ainsi, malgré la progression limitée de l'emploi dans la zone euro, le ralentissement de la population active permettrait d'y éviter une hausse du chômage. Selon les prévisions du FMI d'avril 2026, le taux de chômage devrait même poursuivre son repli, passant de 6.3% en 2025 à 6.1% en 2027 (cf. chapitre 1). Au Luxembourg, où la population active est plus dynamique (suite aux migrations, mais aussi en raison de la hausse récente du taux d'activité), le taux de chômage ne se replierait que légèrement, à 6.2% en 2027.

Le partage des créations d'emplois entre résidents et frontaliers contribue par ailleurs à cette persistance du chômage : à l'instar de ce qui s'observe début 2026, la croissance de l'emploi frontalier (passant de 1.2% en 2025 à +2.2% en 2026 et 2.6% en 2027) devrait significativement dépasser celle de l'emploi national (+1.2 et +1.4% en 2026-27, après +1.1% en 2025). Il convient de rappeler qu'il s'agit ici d'une normalisation, la convergence antérieure des dynamiques entre résidents et frontaliers reflétant la morosité conjoncturelle suivant l'éclatement de la crise énergétique de 2022. Sur l'horizon de prévision, près de 60% des postes nets créés seraient pourvus par des frontaliers.

Le rebond de l'emploi frontalier traduit surtout la reprise du secteur marchand non financier, pénalisé ces dernières années notamment par la chute des effectifs dans la construction. Le secteur privé non financier redeviendrait selon ces prévisions le principal créateur d'emplois au Luxembourg dès cette année. Le redressement serait plus timide pour le secteur financier, miroitant les prévisions de la valeur ajoutée. L'emploi dans le secteur non marchand, qui a joué son rôle contracyclique sur les dernières années, pourrait décélérer dès 2027 sous l'impact de la dégradation des finances publiques (avec +3.3%, la progression resterait tout de même substantielle).

Tableau 4.1
Marché du travail

	Scénario central						Guerre en Iran prolongée ¹		Boom de l'IA ²	
	2024	1995-2024	2024	2025	2026	2027	2026	2027	2026	2027
	Niveau (personnes)	Évolution (en % ou en points de %)	Évolution en % sauf si spécifié différemment							
Population totale ³	681 973	1.8	1.5	1.3	1.4	1.5	1.3	1.4	1.4	1.5
Solde migratoire (% de la pop. tot.)	9 281	.	1.4	1.1	1.1	1.2	1.0	1.1	1.1	1.2
Population en âge de travailler ⁴	435 469	1.9	1.2	1.1	1.0	1.2	1.0	1.1	1.0	1.2
Population active	312 948	2.0	1.3	1.4	1.4	1.4	1.4	1.2	1.5	1.4
Taux d'activité (% de la pop. en âge de travailler) ⁵	.	71.2	71.9	72.1	72.4	72.5	72.4	72.5	72.4	72.5
<i>Idem, femmes</i> ⁵	.	62.2	69.4	69.0	69.2	69.4	69.2	69.4	69.2	69.4
Emploi total intérieur	516 026	3.0	1.0	1.2	1.7	1.9	0.7	1.1	1.8	2.1
dont: frontaliers entrants	235 134	5.1	1.2	1.2	2.2	2.4	0.7	1.1	2.4	2.8
emploi résident	294 939	1.9	0.7	1.1	1.2	1.4	0.7	1.1	1.2	1.5
Durée de travail moyenne	.	-0.3	0.3	-0.4	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Nombre de chômeurs (ADEM)	18 009	4.9	11.4	5.4	6.0	1.3	11.4	3.5	5.5	0.4
Taux de chômage (% de la pop. act.) ⁵	.	4.6	5.8	6.0	6.3	6.2	6.6	6.7	6.2	6.2

¹ Dans ce scénario défavorable, l'aggravation du conflit au Moyen-Orient entraîne une chute critique des stocks de pétrole et une augmentation prononcée de l'inflation mondiale, pesant sur les marchés financiers et nuisant à l'activité économique. ² Dans ce scénario favorable, l'essor et l'adoption de l'IA s'accroissent et la politique monétaire américaine s'assouplit, dynamisant les cours boursiers et l'activité économique mondiale.

³ Au 31 décembre. ⁴ 20-64 ans. ⁵ En niveau.

Source : STATEC (2026-27 : prévisions)

Prolongation de la guerre en Iran : freinage de l'emploi et hausse sensible du chômage

La progression de l'emploi anticipée dans le scénario central reste en ligne avec la prévision de la dernière Note de conjoncture publiée en décembre dernier¹⁶ et suppose un impact limité de la guerre en Iran sur l'activité au Luxembourg. Les hausses des prix de l'énergie et des incertitudes ont cependant déjà amené les entreprises en zone euro à réviser significativement à la baisse leurs perspectives d'embauche pour les 3 mois à venir (l'indice correspondant est tombé de près de 5% entre mars et avril)¹⁷.

Si le blocage du détroit d'Ormuz se prolongeait jusqu'à l'automne (scénario « guerre en Iran prolongée »), la hausse de l'inflation et le relèvement des taux d'intérêt directs devraient étrangler la reprise amorcée, de sorte que l'emploi ne progresserait plus que de 0.7% cette année au Luxembourg (p.r. à +1.7% dans le scénario central) avant de se rapprocher en 2027 de la croissance des années 2024-2025. Y contribuerait également une stagnation des effectifs dans le secteur financier à l'horizon 2027, sous l'impact du resserrement de la politique monétaire et d'une correction des valeurs boursières. Dans ce scénario défavorable, le taux de chômage devrait augmenter vers 6.7% de la population active l'année prochaine (un plus haut depuis 2015).

Dans le deuxième scénario alternatif, favorable, une intensification des investissements dans l'IA et une adoption plus rapide de cette dernière engendrerait une hausse de la productivité dont les retombées permettraient de stimuler davantage l'investissement ainsi que la consommation. L'effet positif lié au renforcement de l'activité économique dominerait l'effet négatif de l'IA sur l'emploi dans certains métiers, de sorte que la progression de l'emploi serait légèrement supérieure à celle du scénario central (et le taux de chômage légèrement inférieur). Les hypothèses de ce scénario sont cohérentes avec les études¹⁸ qui constatent une productivité et un investissement accru des entreprises européennes qui ont un fort recours à l'IA avec à la clé des effets positifs ou neutres sur l'emploi, au moins dans le court terme (potentiellement liés au recrutement de profils aidant dans le déploiement de l'IA). Selon ces études, l'impact sur l'emploi est moins clair à plus long terme, une fois que les processus de production auront été transformés

¹⁶ Elle a été légèrement revue à la hausse suite à une croissance relativement soutenue au tournant de 2026.

¹⁷ Avec des dégradations dans l'industrie, le commerce de détail et les autres services non financiers, alors que le solde d'opinion pour la construction s'est maintenu. Au Luxembourg, l'image est moins claire : les perspectives d'embauche se sont légèrement repliées en avril tout en restant supérieures aux valeurs des deux premiers mois de l'année.

¹⁸ Cf. (1) European Central Bank (2026). "Artificial Intelligence: friend or foe for hiring in Europe today?". European Central Bank Blog.

(2) Aldasoro, I. et al. (2026). "AI adoption, productivity and employment: evidence from European firms". BIS Working Papers No. 1325. Bank for International Settlements.